

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22051 - 81ÈME ANNÉE

Risque de pénurie d'eau dès la fin de la saison des pluies

180 litres d'eau potable par jour et par personne : le système intenable du gaspillage à La Réunion

La crise de l'eau à La Réunion ne s'explique pas seulement par le manque de pluie, mais par un modèle de consommation inadapté. Avec 180 litres d'eau potable utilisés par jour et par personne pour des besoins essentiels estimés à 2 litres, le gaspillage est massif. À cela s'ajoutent des pertes de 35 % dans les réseaux. Ce système montre ses limites d'un système importé d'Occident et appelle une remise en cause profonde pour préserver durablement la ressource.

Alors que la saison des pluies constitue habituellement une période clé pour reconstituer les réserves, La Réunion connaît depuis le début de l'année un déficit pluviométrique marqué. Depuis janvier, les précipitations sont insuffisantes, avec des conséquences déjà visibles : baisse des débits des rivières dans le Nord et l'Est, recul des nappes souterraines et affaiblissement des réserves bien plus tôt que prévu.

La situation inquiète. L'Office de l'eau estime que si ce manque de pluie se prolonge, des tensions pourraient apparaître rapidement, notamment dans l'Ouest. La nappe du Port se recharge trop lentement, tandis que des intrusions d'eau salée sont déjà observées, signe d'un déséquilibre inquiétant.

178 litres d'eau par jour et par habitant gaspillés

Face à ces informations, l'Etat a placé l'ensemble du territoire en vigilance, avec des mesures plus strictes dans l'Ouest. Mais au-delà de l'alerte climatique, cette crise révèle surtout les limites d'un modèle de consommation profondément inadapté.

Les besoins vitaux d'un être humain sont estimés à environ 2 litres d'eau potable par jour. Pourtant, à La

Réunion, la consommation moyenne atteint près de 180 litres quotidiens par personne. Autrement dit, l'immense majorité de cette eau potable — environ 178 litres — est utilisée pour des usages qui ne sont pas essentiels : toilettes, nettoyage, arrosage ou remplissage de piscines. Dans une société colonisée, le gaspillage est un signe extérieur de richesse...

Ce décalage n'est pas anodin. Il résulte d'un système où l'eau potable est distribuée en abondance dans les habitations, sans distinction selon les usages. Ce système, basé sur la vente de volumes, tend à banaliser le gaspillage plutôt qu'à encourager la sobriété. Dans ce cadre, la consommation élevée devient non seulement une habitude, mais aussi un élément central du fonctionnement économique du secteur.

À cela s'ajoute une réalité préoccupante : près de 35 % de l'eau produite disparaît dans les réseaux avant même d'arriver au robinet, en raison de fuites. Une perte considérable, qui aggrave encore la pression sur une ressource déjà fragilisée.

imposer des quotas journaliers de consommation aux riches gaspilleurs

Ce modèle montre aujourd'hui ses limites. Car pendant que des centaines de millions d'euros sont investis dans des infrastructures de production et de traitement de l'eau — financées par les usagers et les fonds français et européens —, une grande partie de cette eau est utilisée de manière peu rationnelle, puis rejetée en mer après traitement.

Si le déficit de pluie se poursuit, la situation pourrait rapidement se dégrader. Mais la réponse ne peut pas être uniquement climatique ou ponctuelle. Elle doit aussi être structurelle.

Réduire le gaspillage, imposer des quotas journaliers de consommation : 20 litres d'eau par personne,

adapter les usages à la réalité des besoins, développer des alternatives comme la récupération des eaux de pluie : autant de pistes qui posent une question essentielle. Dans une île aux ressources limitées, l'eau doit-elle continuer à être consommée comme un produit ordinaire, ou être enfin reconnue comme un bien commun à préserver ?

M.M.

L'impact du supplément colonial dans la tête des Réunionnais

Grève dans les hôpitaux privés : la surrémunération au cœur du débat

La surrémunération, héritée du supplément colonial, alimente la vie chère à La Réunion en soutenant des prix élevés adaptés à la classe privilégiée du système néocolonial. Revendiquer son extension apparaît comme une fuite en avant : elle augmente les revenus sans agir sur les causes structurelles. Ce mécanisme néocolonial creuse les inégalités, maintient la dépendance aux importations et laisse la majorité de la population confrontée à la misère.

La grève hier dans les hôpitaux privés à La Réunion remet au centre du débat la question de la surrémunération. Les syndicats réclament un alignement sur le public via une prime de vie chère, arguant à juste titre du coût élevé du quotidien. Mais cette revendication, si compréhensible soit-elle à court terme, pose un problème de fond : elle alimente un mécanisme qui contribue lui-même à la cherté de la vie.

La surrémunération, héritée du supplément colonial destiné autrefois aux expatriés, a été étendue après la départementalisation. Elle injecte des revenus élevés, déconnectés de la productivité locale, dans une économie insulaire dépendante des importations. Cette masse monétaire soutient une demande solvable sur laquelle les prix s'alignent. Résultat : les biens, souvent importés, restent chers car calibrés sur le pouvoir d'achat des plus favorisés. Le système entretient ainsi une inflation structurelle.

Dans ce contexte, revendiquer la surrémunération revient à courir après des prix que ce même dispositif contribue à tirer vers le haut. C'est une fuite en avant : on augmente les revenus d'une partie

de la population sans agir sur les causes profondes du coût de la vie. Pendant ce temps, la majorité des Réunionnais, qui ne bénéficie pas de ces compléments, subit de plein fouet la hausse des prix.

Ce mécanisme s'inscrit dans une logique néocoloniale : les revenus publics alimentent la consommation de produits importés, tandis que les profits repartent hors du territoire. L'économie locale reste fragile, peu productive et dépendante. La surrémunération devient alors un pilier d'un système inégalitaire qui creuse les écarts.

Sortir de cette impasse suppose de changer d'approche : agir sur les prix, développer la production locale, soutenir les circuits courts et les commerces adaptés au pouvoir d'achat réel. Sans cela, toute hausse de revenus restera un expédient à court terme, incapable de rompre le cercle vicieux de la vie chère et des inégalités.

M.M.

Retour sur la visite de la Cheffe de l'opposition taïwanaise en Chine

Que signifie pour nous Réunionnais, la visite de la Cheffe du principal parti d'opposition de Taïwan à Beijing ? Pour comprendre la visite de Cheng Li-Wun en Chine, je propose aux camarades communistes réunionnais 3 articles regroupés sous le titre général : « La nouvelle alliance chinoise face à l'ennemi commun ». Le débat est ouvert à d'autres contributions.

Pour commencer, voici un extrait d'une déclaration de Xi Jinping.

« La grande tendance au rapprochement des populations des deux rives du détroit de Taïwan est inéluctable. C'est une fatalité historique et nous en sommes pleinement convaincus. J'espère que grâce à des efforts constants et soutenus, le détroit de Taïwan ne deviendra plus un foyer de conflits potentiels, et encore moins un terrain d'affrontement pour des interventions extérieures. »

Et voici un extrait d'une déclaration de Cheng Li-Wun.

« Nous ne sommes pas réunis aujourd'hui pour défendre les intérêts d'un seul parti. Nous sommes réunis aujourd'hui par responsabilités historiques. Nous sommes réunis aujourd'hui, car nous ne pouvons permettre que Taïwan devienne un champ de bataille. Aussi, nous faisons un premier pas et nous nous engageons sur la voie. Je pense qu'à partir de maintenant, le chemin sera plus facile et plus large. J'espère sincèrement que tous les partis politiques de la région taïwanaise, dans le contexte des relations entre les deux rives du détroit, mettront de cō-

té leurs différends internes et œuvreront ensemble pour la paix.

Le secrétaire général Xi Jinping a fait preuve d'une grande volonté.

Une telle approche, à la fois large et ouverte, est très réjouissante pour le Kuomintang.»

Le lecteur de « Témoignages » peut trouver d'autres extraits, croiser les informations et exposer son opinion. Les miens proviennent d'articles éditoriaux de médias de Chine, pas toujours traduit en français. Chaque camarade peut en tirer des commentaires ou des questions, puis les adresser au journal.

Par contre, voici 2 informations essentielles pour l'analyse.

1- les 2 dirigeants parlent la langue de la grande nation chinoise, unie par l'écriture, par-delà les océans et les montagnes. La langue anglaise utilisée à Taïwan est un vecteur de division et d'isolement des groupes anti-chinois.

2-le parti de Mme Cheng, le Kuo MinTang (KMT) est un parti chinois, crée en 1912, tout comme le PCC (Parti communiste Chinois), crée en 1921. Cette rencontre dépasse le cadre des échanges entre 2 partis politiques.

Ary Yée Chong Tchi Kan

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Sa i diré pa zot, plito k'fèr in n'afèr pou zot solman, fèr kékshoz pou nout péi ?

Mézami, sa i fé lontan mwin lé dsi la tèr é mon parkour d'vi lé pa lwin d' trouv son bout é opliss i sava opliss mi konpran pa la mantalite dmoune dann nout péi. I sort fé zélékssion d'mèr néna trépé d'tan é pandan tout in pèryod éléktoral mwin la antann partou kan mwin lété an parmi demoune apré dir shakinn i fé lé shoz dann son intéré é pèrsone té pa shoké si téi di lo mèr lé mèr pazr intéré.

Drol fasson d'oir lé shoz pars si toulmoune i fé sa lé sirèsèrtin la sossyété konm ni koné k'èl i lé pa pou bouz pliss ké sa : sak lé pov v'arèss pov sansa va vni pli pov ankor é sak lé rish va vni pli rish. Nou lé riskab kontinyé dir ni sava vanj kont la mizèr épi la mizèr sar touziour vinkèr. Nou va kontinyé dir ni sava protèz la natir é la natir sar touzour an danzé é nou lé riskab d'ète dann in natir plizanpli dézartikilé.

Drol fasson d'fèr k'rode touzour dann toute é pou toute son lintéré partikilyé san rogarde in pé lintéré zénéral. Mi rapèl étan pti mwin téi rèss dann Boi d'Nèf Sin-Dni é lo moune té pov mèm mé demoune té solidèr ziska partaz sak zot l'avé pwin. Momon lété diréktriss lékol é dann tan-la la diréktriss té i prépar bann marmaye pou pass sèrtifika dann son tan pou ropozé san demann bann paran rien. Avèk la pèr bann marmaye i kite lékol san pass légzamin konm sa i arivé kék foi.

Dann tan-la mi rapèl té pa rar bann ùarmaye téi gingn féblèss pars lo dèrnyé ropa téi romonte défoi in zour, in zour édmi. Mi rapèl kan mwin téi sava katèshiss l'avé touzour inn-dé pou gingn féblèss... Mé mi antan déza demoune apré dir sa lété k'i spass dann tan la marine a voil é koméla i spass pi konmsa.

Poitan, mi antann touzour demoune bone volonté épi banna i di zot i ramass larzan konm zot i gingn épi zot i prépar in ropa d'solidarité ? Akoz solidarité si lo tan la mizèr lé déyèr nou ? zistoman pars èl lé pa déyèr nou, nou lé an plin d'dan é na pwin in politik pou fèr disparète la mizèr-la avèk in déklinézon a toute nivo.

A bon antandèr salu !

Justin